

Stratégies d'adaptation chez les montagnards laotiens

La résistance se fait parfois à petits pasfurtifs... Au Laos, face aux politiques de développement mises en œuvre par l'État, les minorités montagnardes ont développé un jeu subtil et discret de stratégies pour composer avec le processus de territorialisation à l'œuvre. « Ici, comme ailleurs en Asie du Sud-Est, les autorités s'attachent à consolider leur pouvoir économique et politique sur tout le territoire, et notamment dans les zones les moins accessibles, en réorganisant et formalisant l'accès à la terre, explique le géographe Guillaume

Lestrelin. Mais s'il existe un espace de dialogue pour les minorités dans les autres pays de la région, leur permettant de négocier la préservation de leurs ressources et territoires coutumiers, ce n'est pas le cas au Laos où l'administration du pays est excessivement centralisée. » Depuis plusieurs décennies, Vientiane est ainsi engagée dans une politique de relocalisation des populations vers des zones de développement, et plus récemment dans une politique de réforme agraire. Le pays, qui a une faible densité démographique et une ruralité parmi les

plus élevées au monde, s'emploie à regrouper les paysans près des routes et dans les aires de contrôle de l'administration. Les terres coutumières sont transformées en réserves forestières. Les motivations étaient militaires à l'époque de la guerre. Elles sont aujourd'hui humanitaires : rapprocher les usagers des principaux services éducatifs, sanitaires et écologiques, partant de l'idée que les cultures extensives traditionnelles contribuent à la dégradation des terres et à l'affaiblissement des capacités productives du pays. Les villages reculés sont abandonnés et leurs habitants regroupés dans les vallées et à proximité des axes de communication. « Ce mouvement, qui ne s'effectue pas nécessairement par la force et la coercition, s'accompagne de directives quant à l'affectation de parcelles, aux techniques agricoles à utiliser et aux activités à entreprendre », précise le chercheur. Les agriculteurs sont encouragés à développer des monocultures commerciales, sans jachère, sur des terres qui leur sont attribuées individuellement. Mais, subrepticement, ils reconstituent dans les quartiers de leurs nouvelles localités

la communauté qu'ils ont dû quitter. Et quand leur village a été dispersé, ils conservent des liens forts – affectifs et économiques – avec leurs anciens voisins répartis dans d'autres lieux. « Les villageois contournent ainsi l'idéal de brassage des populations dans une grande nation laotienne, en perpétuant leur réseau communautaire d'origine », note-t-il. Sur le plan agricole aussi, la résistance s'organise. Aux trois parcelles officiellement attribuées à chaque famille viennent s'ajouter d'autres lieux de culture, exploités en secret dans les nouvelles réserves, sur des territoires reculés, parfois même à l'abri de la canopée. Certains profitent ensuite de l'aide des membres de leur ancienne communauté affectés dans des zones moins surveillées, pour écouler leur production sans éveiller la curiosité des autorités. Ainsi, c'est en voulant renforcer son emprise territoriale et encourager une notion capitaliste de privatisation des terres que l'un des derniers régimes communistes stimule involontairement les solidarités communautaires de ses paysans. ●

Contacts

guillaume.lestrelin@ird.fr
j.castella@ird.fr
UMR GRED (IRD, Université Paul Valéry-Montpellier 3)

© IRD / B. Moizo

Centres urbains en zone rurale au Laos.

